

## SALON INTERNATIONAL DU TOURISME ET DES VOYAGES

## 265 opérateurs au rendez-vous

**Le Salon international du tourisme et des voyages (Sitev) a ouvert ses portes hier. 265 opérateurs dans le secteur prennent part à ce rendez-vous qui va durer jusqu'à mercredi prochain. A moyen terme, le secteur du tourisme représentera 10% dans le PIB, selon les projections du premier responsable du secteur.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Le secteur du tourisme a une contribution de près de 4% dans le produit intérieur brut (PIB), à fin 2015 avec 270 milliards de dinars dans la valeur ajoutée.

Amar Ghoul qui inaugurerait hier la 17<sup>e</sup> édition du Salon international du tourisme et des voyages est optimiste.

Cette valeur, prévoit-il, va connaître une hausse durant cette année. Le secteur, dit-il, qui a créé

un million de postes d'emploi et qui compte accompagner 1 700 nouveaux projets, va réaliser un saut qualitatif. Selon le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, l'Algérie va promouvoir en premier lieu le tourisme intérieur avec la création de nouvelles aires d'accueil et de campings durant cet été.

De nouvelles mesures qui s'étendront sur le territoire national vont également être mises en servi-



Amar Ghoul préconise de promouvoir le tourisme intérieur.

ce pour cet été. «L'ensemble des aéroports, ports et hôtels seront équipés de moyens informatiques

permettant la réservation du billet d'avion, la location d'une voiture, ou la réservation de n'importe quel

autre service sur place», a promis Amar Ghoul.

Par ailleurs, 265 professionnels du secteur dont 32 étrangers, exposeront leurs services au pavillon central de la foire des expositions, (Safex) durant quatre jours.

Mise en valeur du potentiel touristique de l'Algérie, faire connaître les capacités touristiques de l'Algérie et l'émergence de produits de qualité et compétitifs, promotion de la destination Algérie, encourager le développement d'une industrie de qualité, création de relations d'affaires entre opérateurs nationaux et étrangers et faire connaître les opportunités d'investissements touristiques sont les quelques objectifs de cet événement.

S. A.

## SELLAL L'A ANNONCÉ HIER

## Le «nouveau modèle économique» au menu de la tripartite

**Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a indiqué que la prochaine réunion de la tripartite, le 5 juin, sera consacrée à l'examen du nouveau modèle économique (2016-2019).**

La réunion de la tripartite, le 5 juin prochain, sera consacrée à l'étude des moyens de dynamiser et d'améliorer l'économie nationale ainsi qu'à l'examen du nouveau modèle économique (2016-2019), a affirmé le Premier ministre qui s'exprimait devant la presse en marge de la cérémonie d'inauguration de la 17<sup>e</sup> édition du Salon international du tourisme et des voyages (Sitev).

M. Sellal a mis l'accent sur la nécessité de diversifier l'économie nationale affirmant que «le développement du secteur du tourisme fait partie des priorités du gouvernement au même titre que l'agriculture, l'industrie et les services». «L'Algérie connaît une conjoncture économique difficile du fait de la chute des prix du pétrole sur le marché international», a-t-il dit.

En visitant les pavillons du Salon, le Premier ministre a insisté sur «l'importan-



Abdelmalek Sellal.

ce d'investir dans le domaine du tourisme et de faciliter les procédures administratives». Il a appelé à promouvoir le niveau des prestations touristiques à travers la mise en place de programmes de loisirs en mettant à profit le patrimoine culturel et historique de l'Algérie.

M. Sellal a également insisté sur la formation et la qualification de la ressource humaine pour l'amélioration des prestations hôtelières.

Le Premier ministre a également mis en avant l'impératif de promouvoir le tourisme interne en encourageant les citoyens à visiter les différents sites touristiques que le pays recèle. Il a exhorté, à ce titre, les agences de voyages à organiser des circuits touristiques pour faire la promotion de ces régions.

Pour M. Sellal, les jeunes, étudiants notamment, ont un rôle important à jouer dans l'animation touristique à travers, a-t-il proposé, l'échange de visites entre différentes régions du territoire. «Une telle démarche est de nature à consolider l'unité nationale», a-t-il encore estimé.

«L'Etat a accordé toutes les facilités aux habitants du Sud et des Hauts-Plateaux pour visiter les wilayas côtières», a poursuivi M. Sellal faisant savoir que des espaces seront aménagés, lors de la prochaine saison estivale, en zone littorale pour recevoir les jeunes et les familles de ces régions».

Le Premier ministre a enfin appelé le Forum des chefs d'entreprises à contribuer au développement du secteur du tourisme en accompagnant les investisseurs.

APS

## ALORS QUE LES DÉLAIS DE RÉGULARISATION DES BÂTISSSES INACHEVÉES EXPIRENT EN AOÛT

## Alger vient tout juste de se doter de son PDAU

**La wilaya d'Alger a, désormais, son PDAU (Plan de développement et d'aménagement urbain). Œuvre d'un bureau d'études portugais, le document a dû attendre longtemps avant d'être adopté récemment par les membres de l'APW.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Encore que ce document doit attendre de voir levées bien des réserves émises. Ce qui permettra, par la suite, le lancement d'élaboration des POS (Plans d'occupation du sol). Cet instrument est pourtant indispensable à l'application de la loi 08-15 du 20 juillet 2008 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement dont l'expiration interviendra début août prochain, a tenu à relever un participant, hier dimanche, à une journée portes ouvertes sur ladite loi

organisée par le Collège national des experts architectes de concert avec le Conseil local des architectes d'Alger. Un non-sens qui s'ajoute à bien d'autres travers et autres lacunes dont souffrirait ledit texte, selon bien des intervenants à cette rencontre à laquelle ont pris part des professionnels de l'acte de bâtir et qui a permis de cerner toute la problématique de cette loi qui risque, selon eux, «d'engendrer plus de problèmes qu'elle n'en a à résoudre» comme il lui est assigné par les pouvoirs publics.

Comme le danger de régulariser des constructions bâties sur les lits d'oued ou sur des terrains non constructibles. Il y a également une inévitable inflation consécutivement à une frénésie des prix des divers matériaux de construction et la cherté de la main-d'œuvre, alors qu'il aurait été plus judicieux d'accompagner les propriétaires de bâtisses non achevées ou sans permis de construire. Car estimera un intervenant sous le sceau de l'ironie, «on devrait, au contraire, se plier devant ces gens qui ont édifié des demeures avec leurs économies», ce qui constitue, poursuivra-t-il, «un fardeau en moins pour l'Etat en matière d'habitat».

Et de relever un des préalables qui aurait dû être de

mise avant la mise en branle de cette opération de régularisation. A savoir un recensement de toutes les bâtisses non achevées ou édifiées sans permis de construire. Ce qui aurait considérablement facilité la mission des divers acteurs de l'acte de bâtir. Encore que ces derniers, estime-t-on, n'ont pas été associés, eux qui devaient, pourtant, agir ensemble en panels. Car, au-delà de l'aspect régularisation des bâtisses assigné à cette opération, il y a également et surtout les volets sécurité et esthétique qui ne doivent pas être en reste, l'aspect urbanistique de nos villes ayant pris un sacré coup de cette poussée anarchique de constructions.

M. K.

## LAMAMRA À PROPOS DE «L'ESPACE SAHÉLO-SAHARIEN» :

## «L'Algérie assume pleinement ses responsabilités»

L'Algérie assume «pleinement» ses responsabilités de partie prenante au destin de l'espace sahélo-saharien, a souligné hier à Alger, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

«L'Algérie, dont le rôle positif est souhaité et célébré par toutes les forces et formations politiques maliennes ainsi que par les organisations régionales et internationales, investit son autorité dans l'avenir du Mali en tant qu'acteur important de la paix et de la stabilité dans tout l'espace sahélo-saharien», a indiqué Lamamra dans un entretien à l'APS à l'occasion du premier anniversaire de la signature de l'accord.

A cet égard, il a affirmé que l'Algérie «assume pleinement ses responsabilités de partie prenante au destin de cet espace géostratégique particulièrement sensible».

Sur la possibilité d'une plus-value algérienne pour l'accélération et le succès de l'Accord de paix au Mali, M. Lamamra a assuré qu'Alger «continue de veiller scrupuleusement à un rapprochement toujours plus grand et à une collaboration toujours plus confiante entre les parties maliennes, gage majeur du succès de la mise en œuvre de l'Accord».

Le chef de la diplomatie algérienne a rappelé que c'est dans cet esprit que les mécanismes bilatéraux de coopération algéro-maliens «tiennent régulièrement leurs réunions et évaluent donc périodiquement tous les ajustements auxquels il peut être nécessaire de procéder en vue de maximiser les résultats de la coopération bilatérale dans tous les secteurs».

«De nouvelles rencontres sont d'ores et déjà programmées pour l'ensemble de ces mécanismes dans les semaines qui viennent», a-t-il annoncé.

M. Lamamra a souligné que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, «qui a une connaissance personnelle des réalités maliennes, accorde la plus haute importance aux dynamiques qui concernent cet espace en termes de sécurité et de développement, ces deux sphères étant indissociablement liées».

Il a, dans ce contexte, assuré que l'Algérie «ne ménagera aucun effort pour que l'intérêt de la communauté internationale pour le Mali et pour la région sahélo-saharienne s'exprime par des actions substantielles portées par une vision lucide des enjeux».

«En somme, l'Accord d'Alger a bien défini toutes les voies que la complexité de la crise impose d'emprunter. Il importe que la communauté internationale aide toutes les parties maliennes à réaliser concrètement les chemins de l'avenir», a-t-il insisté.

Pour M. Lamamra, la plus-value de la contribution de l'Algérie «réside sans doute dans l'imbrication des deux pays par la géographie et l'histoire, et aussi et surtout dans la confiance que le peuple malien et son Président font à l'Algérie et à son Président».

«Elle réside enfin dans la volonté de l'Algérie d'honorer, au Mali et à travers tout le continent, son engagement en faveur de solutions africaines, justes et pacifiques, aux problèmes de l'Afrique», a conclu le chef de la diplomatie algérienne.

APS